



Agriculture, forêts et pêches: mitigation et adaptation au changement climatique

Traités internationaux et politiques nationales s'emploient à améliorer les efforts mondiaux d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets. S'il est important de continuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre, la mitigation à elle seule ne suffit pas et ces efforts ne se feront sentir qu'à partir de la deuxième moitié du siècle. Le processus de réchauffement de la planète est entamé et les stratégies d'adaptation sont désormais un problème pressant, en particulier pour les pays pauvres les plus vulnérables qui en pâtissent d'ores et déjà de façon disproportionnée.

Adapter l'agriculture aux changements climatiques

De tous temps, agriculteurs, éleveurs, habitants des forêts et pêcheurs ont appris à faire face à la variabilité du climat et ont souvent adapté les cultures et les pratiques agricoles à l'évolution des conditions. Cependant, la gravité et le rythme du changement climatique présentent de nouveaux défis sans précédent. Les populations pauvres, tant rurales qu'urbaines, seront les plus touchées car elles dépendent pour vivre d'activités sensibles au climat et ont de faibles capacités d'adaptation. La modification graduelle des températures et des précipitations et la fréquence des phénomènes météorologiques devraient se traduire par des pertes de récolte, la mort d'animaux d'élevage et autres pertes de biens de production, qui menaceront d'autant la production vivrière, mais aussi l'accès, la stabilité et l'utilisation des ressources alimentaires. Dans certaines régions, les changements pourraient être plus rapides que la capacité d'adaptation des populations.

L'agriculture n'est pas seulement la victime du changement climatique, c'est aussi une source de gaz à effet de serre. La production agricole et animale est responsable de la majorité des émissions de méthane (bétail et terres humides, en particulier les rizières) et d'oxyde nitreux (application d'engrais). Les changements d'utilisation des terres comme la déforestation et la dégradation de sols – deux effets dévastateurs des pratiques agricoles non durables – relâchent de grandes quantités de carbone dans l'atmosphère, favorisant ainsi le réchauffement de la planète.

Les agriculteurs et les éleveurs peuvent contribuer à réduire ces émissions de plusieurs façons: plantation d'arbres, réduction du travail du sol, accroissement de la couverture végétale, amélioration de la gestion des pâturages, modification des espèces fourragères et des races animales et utilisation plus efficace des engrais. Par le processus de «séquestration du carbone» qui consiste

à maintenir des niveaux plus élevés de carbone dans le sol – les agriculteurs peuvent contribuer à réduire les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, améliorer la résilience des sols et accroître les rendements des cultures.

Approches d'adaptation réussies

Les stratégies d'adaptation commencent à se faire jour à mesure que les gouvernements, les entreprises et les communautés du monde entier comprennent mieux l'urgence d'affronter les impacts actuels et potentiels du changement climatique. Le succès des mesures d'adaptation repose sur les pratiques et les vulnérabilités locales. La planification au niveau des ménages, des communautés et des pays a le pouvoir de réduire les dommages causés par le changement climatique et d'abaisser les coûts à long terme, qui devraient augmenter en nombre et intensité, engendrés par des interventions propres à en atténuer les impacts.

L'adaptation représentera un défi plus exigeant pour les pays en développement. Ce sont les pays situés aux plus faibles altitudes qui sont davantage exposés aux impacts les plus virulents du changement climatique (inondations, sécheresse et incidence accrue des ravageurs et des maladies). À cela viennent s'ajouter la forte dépendance de l'agriculture et de la pêche, activités sensibles au climat, les revenus par habitant plus faibles, les institutions moins performantes et l'accès limité aux technologies et aux marchés, autant de facteurs qui exacerbent la vulnérabilité de nombreux pays en développement, qui auront besoin d'une aide internationale pour s'adapter au nouvel environnement.

Les approches d'adaptation les plus efficaces dans les pays en développement seront celles qui prennent en compte toute une série de facteurs tels que le régime foncier, les conflits armés, l'insécurité alimentaire, les migrations de masse et les maladies comme le VIH/SIDA. Il s'agit de concevoir des systèmes alimentaires résistants, holistiques et sûrs qui puissent s'adapter au changement

Points clés

- L'agriculture et la déforestation représentent environ un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre dues aux activités humaines, ainsi ventilées: 25 pour cent de carbone, 50 pour cent de méthane et plus de 75 pour cent d'oxyde nitreux.
- Les pays en développement sont responsables de quelque 80 pour cent des émissions totales de l'agriculture, y compris de la déforestation.
- Le changement climatique pourrait accroître le nombre de personnes sous-alimentées et réduire

considérablement les rendements des cultures pluviales dans certains pays africains dès 2020.

- Selon certaines projections, la moitié des terres agricoles d'Amérique latine pourraient être touchées par la désertification et/ou la salinisation d'ici 2050.
- On estime que l'adaptation dans les pays en développement coûtera des dizaines de milliards de dollars chaque année au cours des prochaines décennies.

climatique et autres facteurs de stress. Toute politique d'adaptation devra reposer sur les concepts de développement durable et les objectifs du Millénaire pour le développement.

Une stratégie d'adaptation efficace consiste à promouvoir des moyens d'existence variés et souples qui réduisent la dépendance des populations à l'égard des ressources sensibles au climat. Par exemple, l'aquaculture et l'agriculture peuvent être intégrées pour permettre aux communautés rurales de modifier leurs activités en fonction de l'évolution des conditions de la terre et des eaux. La diversification des entreprises rurales peut réduire les revenus des agriculteurs à court terme mais les protégera à l'avenir contre d'éventuelles pénuries alimentaires et vulnérabilités.

Mise en oeuvre de politiques

Les 10 à 15 prochaines années sont le laps de temps généralement admis par la communauté internationale pour la mobilisation de financements et la mise en place de plans d'adaptation à long terme. La majorité des pays moins avancés a déjà préparé des «Programmes d'action nationaux d'adaptation», mais leur mise en oeuvre sera une gageure. De nombreuses mesures d'adaptation seront ciblées sur le renforcement de mesures existantes, comme l'alerte rapide, les systèmes d'identification des «points chauds» du changement climatique et la gestion des

risques de catastrophes. D'autres seront axées sur les investissements ruraux afin de réduire les effets à long terme de la variabilité climatique sur la sécurité alimentaire, au moyen d'assurances récolte (voir ci-dessous: Assurance récolte contre les aléas climatiques) et d'initiatives incitant les agriculteurs à adopter de meilleures pratiques agricoles et d'utilisation des terres.

Les politiques doivent être intégrées à tous les échelons et dans tous les secteurs et tirer parti des synergies potentielles entre l'atténuation et l'adaptation au changement climatique et la sécurité alimentaire et le développement durable. De même, les circonscriptions agricoles devraient participer régulièrement aux négociations internationales sur le changement climatique.

Le renforcement des capacités et de la sensibilisation dans les pays en développement sera un autre point essentiel. Les services nationaux de vulgarisation et de recherche agronomique ont un rôle important à jouer dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données. Les Gouvernements et les communautés locales doivent être au courant des dernières nouveautés en matière de recherche, méthodes et outils liés au climat, y compris des évaluations d'impact local et des mécanismes de financements comme les Fonds carbone. Pour ce qui est de l'adaptation, les décideurs à tous les niveaux doivent conserver la capacité de pratiquer des ajustements continus par une approche d'«apprentissage par la pratique».

Assurance récolte contre les aléas climatiques

L'assurance contre les aléas climatiques est un outil de gestion des risques relativement nouveau qui offre une indemnisation liée à des variables objectives et mesurables, comme les précipitations ou les températures. Ces polices d'assurance permettent aux agriculteurs de mieux gérer les risques et de les encourager à investir dans des activités agricoles requérant un investissement de départ plus important. Comme les seuils de déclenchement peuvent être vérifiés indépendamment, il existe moins de risques de fraudes

ou d'interférences politiques, ce qui fait que les banques et les compagnies d'assurance sont plus enclines à offrir une assurance aux communautés rurales pauvres. Les dédommagements sont proportionnels aux différences de précipitations ou de températures enregistrées par rapport à un index, et n'offrent donc aux agriculteurs qu'une protection partielle. Dans une étude réalisée en 2005, les petits exploitants du Malawi ont indiqué que l'assurance était leur principale stratégie d'adaptation au changement climatique.

Glossaire

- **Adaptation:** mesures prises par des particuliers ou des systèmes pour éviter, résister ou tirer parti de la variabilité du climat, de ses changements et de ses impacts actuels ou futurs. L'adaptation abaisse la vulnérabilité d'un système ou accroît sa résilience aux impacts.
- **Capacité d'adaptation:** capacité inhérente d'un système de s'adapter aux impacts du changement climatique.
- **Mitigation:** ensemble de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre par sources et/ou accroître l'élimination du carbone par les puits de carbone.
- **Résilience:** capacité d'un système de résister aux impacts négatifs sans perdre ses fonctions de base.
- **Vulnérabilité:** possibilité d'un système de subir les conséquences du changement climatique, en tenant compte des impacts du changement climatique sur le système ainsi que sa capacité de s'y adapter.

Contacts

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:

Bureau du Sous-Directeur général
Département de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome, Italie

Tél.: (+39) 06 57051
Télécopie: (+39) 06 570 53064
Courriel: cccb-secretariat@fao.org
www.fao.org/foodclimate